

— *Des impressions.* La plus répandue touche le droit lui-même : c'est, vulgairement dit, qu'il y en a trop, que la saturation juridique est arrivée. La cause en est un phénomène de pouvoir, l'excès, l'inflation législative. L'effet se produit chez les sujets : c'est une dépréciation de la loi, une réaction de rejet de désobéissance.

La quantité impressionne, comme d'un déluge, mais aussi la rapidité, comme d'une télévision. Les lois bougent et trop vite. Un mouvement, il est vrai, peut s'y dessiner. Mais dans quel sens ? en 1946-1949, Roubier saluait le progrès du droit, qui se réalisait par toujours plus de justice et de sécurité, tandis que Ripert en déplorait le déclin, dont une manifestation criante était précisément l'insécurité juridique.

C'étaient des impressions à mi-siècle. On hésiterait aujourd'hui à dresser le bilan d'un siècle de droit. Un siècle de droit pour rien ? Il faudrait un millénaire de plus pour atteindre à un tel scepticisme. Une impression courante, même parmi les juristes, à plus forte raison hors de chez eux, est seulement que le droit a constamment été en retard — en retard sur tout, l'économie ou la médecine, les mœurs parisiennes ou les lois de l'étranger —, bref, en retard sur son propre siècle. Il se peut qu'être en retard pour retarder l'inévitable soit une fonction instinctive du droit : on n'aime guère se l'avouer, pourtant.

— *Des faits marquants.* Il y en a eu à foison. Mais la mémoire est sélective, soit qu'elle refoule le trop-plein dans l'oubli, soit qu'elle pousse en avant l'essentiel. L'individu a une mémoire qui est orientée par l'intérêt ou la passion, tel ce bailleur rancunier capable d'égrener toutes les lois de loyers, en y accolant les noms des ministres responsables. Cependant, c'est de mémoire collective qu'il s'agit : les pulsions y sont d'opinion publique, et il y a un style pour ce genre de test... « Si vous aviez à désigner les deux faits les plus importants dans le droit de ce siècle... »

Nous en aurions désigné deux, que nous étiquetons par à peu près : le principe social et le principe féminin — principes d'action, non pas lois particulières, tout au plus des nébuleuses de législation, de jurisprudence et de pratique.

Le principe social, c'est la dose de social, pas exactement de socialisme, qui a été infusée, tous partis confondus, dans les divers secteurs du droit — le droit des biens en premier, mais aussi celui des contrats et de la responsabilité (à travers l'assurance), voire le droit de la famille. Est-ce assez, toutefois, pour être social, que d'avoir secoué l'arbre de la propriété et d'y avoir fait des entailles ?

Le principe féminin, quant à lui, ne recevra que des hommages, et il n'a pas besoin de description. Il est partout. Il fait plus et mieux que des formules, accès, parité, égalité, et les postes qu'on lui attribue ou qu'il conquiert, la famille, les tribunaux, ne sont pas ceux qui ont le moins de conséquences.

Les deux principes ont des traits communs, sur lesquels il sied d'insister, car, par eux, ils se détachent vigoureusement de l'ensemble de notre siècle juridique. D'abord, ils ont été tous deux l'inversion diamétrale, révolutionnaire des positions que le Code